



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique migratoire

Question au Gouvernement n° 1062

Texte de la question

POLITIQUE MIGRATOIRE

M. le président. La parole est à M. Olivier Faure, pour le groupe Nouvelle Gauche.

M. Olivier Faure. Monsieur le Premier ministre, il y a un an, le candidat Macron prétendait que la chancellerie allemande était, sur la question migratoire, « l'honneur de l'Europe ».

M. Pierre Cordier. Il était socialiste, à l'époque !

M. Olivier Faure. Un an plus tard, c'est à une organisation non gouvernementale française et à son bateau, l'*Aquarius*, que votre gouvernement a refusé un port.

Plusieurs députés du groupe LaREM . C'est faux !

M. Pierre-Henri Dumont. Ils ont quand même pris les migrants !

M. Olivier Faure. C'est maintenant une organisation non gouvernementale allemande que le Président accuse d'être d'un « cynisme terrible ».

M. Guy Teissier. C'est vrai !

M. Olivier Faure. Il reprend ainsi une accusation qui était jusqu'alors le privilège de l'extrême droite italienne. *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG.– Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

Où est le cynisme, monsieur le Premier ministre ? Chez ceux qui appliquent la convention de Genève ou chez ceux qui affichent leur compassion au Vatican pour mieux, « en même temps », délégitimer l'action des ONG ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG et sur quelques bancs du groupe FI.)*

M. Pierre Cordier. Et où sont les socialistes italiens ?

M. Olivier Faure. La vérité, c'est que nous sommes loin de toute « submersion ». L'an passé, ce sont moins de 200 000 réfugiés qui sont entrés en Europe, alors que nous comptons 500 millions d'habitants.

Mme Valérie Rabault et Mme Cécile Untermaier . Très bien !

M. Olivier Faure. Vous emboîtez le pas de ceux qui pensent que tout se règle à coups de murs. Nous voulons au contraire changer la donne. L'Europe s'est mobilisée pour sauver ses banques ; elle doit le faire pour sauver

des vies.

Que faire ? En finir avec le règlement de Dublin, qui fait peser l'accueil des réfugiés sur les pays du Sud. *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG. – Mme Danièle Obono applaudit aussi.)* Lui substituer un droit d'asile européen, qui fasse correspondre pays d'accueil et capacité d'intégration des réfugiés.

Mme Valérie Rabault. Très bien !

M. Olivier Faure. Réfléchir à un système de quotas pour les migrants économiques. Enfin, parce que tout se mêle, climat, développement, situation géopolitique, il est urgent que la France prenne l'initiative d'une conférence internationale sur les migrations, en vue d'aboutir à de nouveaux accords de Paris.

Monsieur le Premier ministre, après l'Allemagne, après l'Espagne, quand serons-nous, à notre tour, l'honneur de l'Europe ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Fabien Di Filippo. ministre des passoirs !

M. Pierre Cordier. ministre des réceptions !

Mme Valérie Beauvais. Directeur de campagne !

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, vous évoquez la chute importante du nombre de migrants qui traversent la Méditerranée. Il est vrai qu'en l'espace de six mois, si l'on compare les six premiers mois de cette année aux six derniers de l'année précédente, on note une diminution de 77 % de ce nombre. Comment cela s'est-il fait ?

M. Olivier Faure. Ce n'est pas la question !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Cela s'est fait d'abord grâce aux accords qu'avait passés l'ancien gouvernement italien avec les autorités libyennes, ensuite grâce à l'action que mène le Président de la République pour rétablir une autorité en Libye, enfin grâce à celle que nous menons auprès de certains pays, comme le Niger. Un certain nombre d'entre nous ont participé à la conférence de Niamey, que la France a organisée avec tous les pays de la région. Depuis que le Niger s'est engagé, on ne voit plus, comme c'était le cas par le passé, des centaines et des centaines de personnes mourir dans le désert.

Cela, nous le faisons en même temps – oui, en même temps ! – qu'une politique de solidarité. *(Exclamations sur les bancs du groupe NG.)* Et s'agissant du cas particulier du Lifeline, il n'est pas acceptable que ce bateau ait coupé ses balises, qu'il ait refusé de répondre aux messages des autorités maritimes et qu'il se soit prévalu indûment du pavillon néerlandais. *(Mêmes mouvements.)* Mais parce que les migrants n'en sont pas responsables, une équipe de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est d'ores et déjà présente sur place et huit pays ont décidé ensemble... *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs des groupes NG et LR.)*

M. le président. Merci, monsieur le ministre d'État.

M. Christian Hutin. Il n'a pas répondu à la question !

M. Olivier Faure. C'est lamentable !

Données clés

Auteur : [M. Olivier Faure](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (11^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1062

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [28 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 juin 2018](#)